



Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 12 décembre 2023

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a pris le pas, rare dans l'histoire de l'ONU, sur base de l'article 99 de la Convention sur l'ONU l'autorisant de porter à l'attention du Conseil de sécurité une menace à l'ordre de sécurité mondial, de soumettre au Conseil de sécurité une résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Cette résolution invoque le risque de catastrophe humanitaire et d'exode de Gazaouis confrontés au pilonnage par l'armée israélienne, et au-delà une déstabilisation de toute la région. En outre, le bilan des victimes civiles s'alourdit de jour en jour, et près de 130 personnes travaillant pour l'ONU ont été tuées lors des attaques israéliennes. Cette résolution a été approuvée par 13 voix, le Royaume-Uni s'abstenant et les États-Unis opposant son veto vendredi 8 décembre 2023.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Est-ce que le gouvernement luxembourgeois partage les inquiétudes du secrétaire général de l'ONU et soutient son appel à un cessez-le-feu immédiat de l'armée israélienne dans la bande de Gaza ?
- En parallèle au conflit à Gaza, les violences contre les Palestiniens empirent dans la Cisjordanie occupée par Israël, quelque 250 Palestiniens ayant été tués par l'armée israélienne depuis le début du conflit il y a deux mois. En outre, d'après Le Monde (édition du samedi 9.12.2023), « Un millier de Palestiniens ont également été chassés de leurs terres par des colons, que l'armée protège, et parfois, assiste. »
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que le gouvernement a soutenu l'établissement d'un régime de sanctions contre les colons extrémistes des territoires occupés palestiniens au Conseil des ministres des affaires étrangères le lundi 11 décembre ?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que le gouvernement supportera une liste de sanctions contre des dirigeants du Hamas ?

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Franz Fayot
Député